

# Statuts du Syndicat Mixte du Bassin de la Seudre

## Article I. CONSTITUTION ET DENOMINATION

Conformément aux articles L.5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et suivants et aux dispositions auxquelles ils renvoient, et sous réserve des dispositions des présents statuts, il est constitué, par accord entre les personnes morales de droit public concernées, un syndicat mixte fermé dénommé : syndicat mixte du bassin de la Seudre.

Il est issu de la fusion du SMASS et du SMBSA conformément aux dispositions des articles L.5711-2 et par renvoi L.5211-41-3 du Code général des collectivités territoriales.

Adhèrent à ce syndicat mixte en tant que membres les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (E.P.C.I.) à fiscalité propre suivants, sur les périmètres des communes suivantes situées sur le bassin versant de la Seudre :

- La Communauté d'Agglomération Royan Atlantique (C.A.R.A) pour tout ou partie des communes de :

ARCES (17015) ;	EPARGNES (17152) ;	MORTAGNE-SUR-GIRONDE (17248) ;
ARVERT (17021) ;	ETAULES (17155) ;	ROYAN (17306) ;
BOUTENAC-TOUVENT (17060) ;	FLOIRAC (17160) ;	SABLONCEAUX (17307) ;
BREUILLET (17064) ;	GREZAC (17183) ;	SAINT-AUGUSTIN (17311) ;
BRIE-SOUS-MORTAGNE (17068) ;	LA TREMBLADE (17452) ;	SAINT-PALAIS-SUR-MER (17380) ;
CHAILLEVETTE (17079) ;	LE CHAY (17097) ;	SAINT-ROMAIN-DE-BENET (17393) ;
CHENAC-SAINT-SEURIN-D'UZET (17098) ;	L'EGUILLE (17151) ;	SAINT-SULPICE-DE-ROYAN (17409) ;
CORME-ECLUSE (17119) ;	LES MATHES (17225) ;	SAUJON (17421) ;
COZES (17131) ;	MEDIS (17228) ;	SEMUSSAC (17425) ;
	MORNAC-SUR-SEUDRE (17247) ;	VAUX-SUR-MER (17461).
- La Communauté de Communes de Gémozac et de la Saintonge Viticole (C.C.G.S.V.) pour tout ou partie des communes de :

CRAVANS (17133) ;	RIOUX (17298) ;	THAIMS (17442) ;
GEMOZAC (17172) ;	SAINT-ANDRE-DE-LIDON (17310) ;	THEZAC (17445) ;
JAZENNES (17196) ;	SAINT-SIMON-DE-PELLOUAILE (17404) ;	VILLARS-EN-PONS (17469) ;
MEURSAC (17232) ;	TANZAC (17438) ;	VIROLLET (17479).
MONTPELLIER-DE-MEDILLAN (17244) ;	TESSON (17441) ;	
RETAUD (17296) ;		
- La Communauté de Communes de la Haute Saintonge (C.C.H.S.) pour tout ou partie des communes de :

BOIS (17050) ;	PLASSAC (17279) ;	SAINT-GERMAIN-DU-SEUDRE (17342) ;
CHAMPAGNOLLES (17084) ;	SAINT-CIERS-DU-TAILLON (17317) ;	SAINT-PALAIS-DE-PHIOLIN (17379) ;
CONSAC (17116) ;	SAINT-FORT-SUR-GIRONDE (17328) ;	SAINT-QUANTIN-DE-RANCANNE (17388).
GIVREZAC (17178) ;	SAINT-GENIS-DE-SAINTONGE (17331) ;	
LORIGNAC (17210) ;		
- La Communauté de Communes du Bassin de Marennes (C.C.B.M.) pour tout ou partie des communes de :

BOURCEFRANC-LE-CHAPUS (17058) ;	NIEULLE-SUR-SEUDRE (17265) ;	
LE GUA (17185) ;	SAINT-JUST-LUZAC (17351) ;	
MARENNES-HIERS-BROUAGE (17219) ;	SAINT-SORNIN (17406).	
- La Communauté de Communes Cœur de Saintonge (C.C.C.S.) pour tout ou partie des communes de :

BALANZAC (17030) ;	SAINTE-GEMME (17330).	
NANCRAS (17255) ;		
- La Communauté d'Agglomération de Saintes (C.A.S.) pour tout ou partie des communes de :

CORME-ROYAL (17120) ;	PISANY (17278).	
-----------------------	-----------------	--

## Article II. REGLES APPLICABLES

Le Syndicat Mixte est régi, par ordre de priorité :

- par les articles L.5711-1 et suivants du CGCT et par les articles de ce même code auxquels il est renvoyé par lesdits articles ;
- par les présents statuts ;
- par son Règlement Intérieur.

En cas d'évolution des dispositions législatives et réglementaires, celles-ci s'imposent aux présents statuts.

## Article III. OBJET ET COMPETENCES

Le syndicat exerce les compétences suivantes :

### I- Compétence en matière de planification

Le syndicat mixte assure le portage des procédures de planification concernant l'aménagement et la gestion intégrée des eaux et des milieux aquatiques du bassin versant de la Seudre.

Il engage toute étude ou opération concourant à l'atteinte et au maintien du bon état des masses d'eau fixé par la Directive Européenne Cadre sur l'Eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000, ainsi qu'à la planification de la prévention des inondations encadrée par la Directive Inondation 2007/60/CE du 23 octobre 2007, sans pour autant exercer la compétence « prévention des inondations » en elle-même.

Il constitue le support institutionnel de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Seudre. À ce titre, il assure, en mettant en œuvre les décisions de la CLE :

- la maîtrise d'ouvrage des études nécessaires dans le cadre du SAGE ;
- la mission d'animation du SAGE en tant que secrétariat administratif et technique de la Commission Locale de l'Eau.

Le syndicat est, en outre, chargé de la recherche et de la gestion des financements.

### II- Compétence et missions adossées à la Gestion des milieux aquatiques (GEMA)

Le syndicat mixte peut notamment, en lieu et place de l'ensemble de ses membres, dans le cadre de l'article L.211-7 du Code de l'Environnement et sur son périmètre de compétences, entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Adour-Garonne et du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin de la Seudre, et visant la Gestion des milieux aquatique (GEMA).

Le syndicat est ainsi compétent en matière de Gestion des milieux aquatiques « GEMA ».

Cette compétence GEMA n'a pas vocation à se substituer — hors recours aux procédures spécifiques prévues par les textes en vigueur — aux obligations des propriétaires, riverains et gestionnaires d'espaces, qu'ils soient publics ou privés.

Ainsi, l'objet du syndicat mixte n'exonère en rien les responsabilités des différents acteurs pouvant intervenir dans ces domaines au titre du droit existant et notamment les riverains, en vertu de leur statut de propriétaire, le

Préfet, en vertu de son pouvoir de police des cours d'eau non domaniaux et le maire au titre de son pouvoir de police administrative générale.

Cette compétence est décomposée comme suit :

*a) Aménagement des bassins :*

Le syndicat est compétent sur l'aménagement des bassins ou de fractions des bassins hydrographiques au sens du 1° de l'article L.211-7, I du code de l'environnement et à l'exception des opérations réalisées avec pour seule finalité de prévenir et lutter contre les inondations.

Cette mission comprend notamment :

- Conduire les études et travaux pour la restauration de la continuité écologique sur les ouvrages dont il a la responsabilité (voir liste des ouvrages gérés en annexe II),
- Assister les propriétaires privés dans leurs études et travaux pour la restauration de la continuité écologique sur les ouvrages qui leurs appartiennent,
- Accompagner les acteurs locaux dans leurs projets d'aménagement, ayant un impact potentiel sur le bon fonctionnement et la qualité des milieux aquatiques ou l'aléa inondation ou la vulnérabilité des populations aux inondations.

*b) Entretien et aménagement d'un cours d'eau :*

Le syndicat est compétent sur l'entretien et l'aménagement des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau, y compris les accès à ces cours d'eau, canaux, lacs ou à plans d'eau au sens du 2° de l'article L.211-7, I du code de l'environnement et à l'exception des opérations réalisées avec pour seule finalité de prévenir et lutter contre les inondations.

*c) Protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines :*

Le syndicat est compétent pour assurer la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines au sens du 8° de l'article L.211-7, I du code de l'environnement et à l'exception des opérations réalisées avec pour seule finalité de prévenir et lutter contre les inondations.

Cette mission comprend notamment :

- Restaurer la continuité écologique,
- Favoriser la lutte contre les espèces exotiques envahissantes aquatiques végétales et animales,
- Assurer la maîtrise foncière (acquisitions, conventions...) de parcelles ayant un intérêt à titre conservatoire, de restauration ou de gestion,
- Préserver, restaurer, entretenir et gérer les milieux naturels d'intérêt sur le bassin (cours d'eau, zones humides, ripisylves...), soit par une gestion directe des parcelles et ouvrages hydrauliques sous maîtrise syndicale (cf. ANNEXE II), soit par un accompagnement des propriétaires privés.

*d) En matière d'animation, concertation, sensibilisation en lien avec la gestion des milieux aquatiques (GEMA).*

Le syndicat est compétent également, dans le cadre des missions qui lui sont dévolues au travers notamment de sa compétence « GEMA » pour assurer l'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la

protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques en lien avec les compétences du syndicat sur les enjeux du bassin de la Seudre.

Il est compétent plus particulièrement pour :

- Communiquer et sensibiliser l'ensemble des publics à la prise en compte des enjeux de préservation et de gestion des milieux aquatiques et promouvoir une logique de bassin versant dans la gestion et l'aménagement du territoire, notamment en ce qui concerne la prévention des inondations ;
- Favoriser la concertation et les échanges d'informations entre les différents acteurs du territoire ;
- Participer à toute réunion en lien avec son objet.

#### Article IV. PERIMETRE

Le syndicat mixte intervient dans les limites du périmètre de ses membres et pour les parties de leur territoire comprises dans le bassin versant de la Seudre.

La carte du périmètre d'intervention est annexée aux présents statuts (voir cartographie du périmètre syndical en annexe I).

Il peut intervenir hors de son périmètre dans le cadre de conventions prévues à l'article VII lorsque ces interventions représentent un intérêt pour le bassin versant de la Seudre.

#### Article V. DUREE

Le syndicat mixte est constitué sans limitation de durée.

#### Article VI. SIEGE DE L'ETABLISSEMENT

Le siège du syndicat mixte est fixé au 17 rue de l'électricité à Royan.

#### Article VII. COOPERATION AVEC LE SYNDICAT MIXTE

Le syndicat a la faculté de conclure, avec des membres ou des tiers non membres tels que des collectivités territoriales, des établissements publics de coopération intercommunale, des syndicats mixtes ou autres, pour des motifs d'intérêt public local et à titre de complément du service assuré à titre principal pour les membres, des conventions ou tous autres dispositifs légaux, et ce dans les conditions requises par la loi et la jurisprudence et notamment des règles de la commande publique en cas d'application de ces dernières.

Le syndicat peut notamment :

##### **Pour les entités membres du syndicat :**

Pour la réalisation des missions qui leur incombent respectivement, le syndicat mixte et tout ou partie de ses membres pourront notamment conclure toutes conventions à l'effet de mettre les services dudit syndicat à la disposition de ses membres qui en feront la demande, pour l'exercice de leurs compétences et/ou à l'inverse, faire bénéficier le syndicat mixte de la mise à disposition, par les membres, de leurs services, comme prévu par l'article L.5211-4-1 et L.5211-56 du CGCT.

##### **Pour les entités non-membres du syndicat :**

Le syndicat mixte pourra réaliser toute prestation de service pour le compte d'entités impliquées dans la gestion de l'eau et des milieux aquatiques sur le bassin, dans le cadre des missions leur incombant et concourant à l'objet dudit syndicat.

## Article VIII. ADHESION AU SYNDICAT

Toute nouvelle adhésion d'un nouveau membre au Syndicat Mixte se fera dans les conditions prévues à l'article L.5211-18 du Code général des collectivités territoriales.

## Article IX. COMITE SYNDICAL

### IX-I. ORGANE DELIBERANT DU SYNDICAT

Le syndicat est administré par un Comité Syndical, un bureau et un président.

Le comité syndical est l'organe délibérant du Syndicat Mixte composé de l'ensemble des délégués désignés par les membres dans les conditions fixées aux présents statuts.

Le Comité Syndical est soumis aux règles de fonctionnement prévues aux présents statuts et aux articles L.5212-1 et suivants du CGCT.

Le Règlement Intérieur sera établi pour adapter le fonctionnement du Comité Syndical aux règles ci-après énoncées.

### IX-II COMPOSITION DU COMITE SYNDICAL :

Il est constitué de 20 délégués titulaires désignés par les instances délibérantes des EPCI-FP membres pour la durée du mandat de ces dernières.

### IX-III REPARTITION DES SIEGES :

La répartition des délégués est calculée selon la représentativité relative de chaque E.P.C.I. adhérent à l'aide de 2 critères non pondérés, rapportés à une base de 22 membres :

- Surface de chaque E.P.C.I. à fiscalité propre sur le périmètre syndical ;
- Somme des populations des communes de chaque E.P.C.I. comprises pour tout ou partie au sein du périmètre syndical, rapportées aux surfaces communales situées sur le périmètre syndical.

Ce calcul donne la répartition suivante. Les populations sont réactualisées à chaque renouvellement général :

EPCI	Surface (Km <sup>2</sup> )	Pop 2015 (hab.)	Représentativité	Nb. délégués	Nb. délégué
CARA	373,208	40 821	55,74	11,148	11
CCCGSV	181,164	9 901	19,24	3,848	4
CCBM	116,723	10 167	15,47	3,095	3
CCHS	90,816	2 775	7,98	1,595	2
CCCACS	13,680	870	1,55	0,310	1
CAS	0,158	12	0,02	0,004	1
<b>TOTAL</b>	<b>775,749</b>	<b>64 546</b>	<b>100</b>	<b>20</b>	<b>22</b>

Chaque EPCI désigne deux suppléants.

En cas de vacance d'un délégué, l'instance délibérante qui l'a désigné procède à une nouvelle élection pour nommer son remplaçant.

#### **IX-IV QUORUM**

Le comité syndical n'est réuni valablement pour prendre des décisions que si le quorum est atteint, correspondant à la majorité de ses membres en exercice présents. Les décisions sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, sauf dispositions contraires précisées.

Si après une réunion régulièrement convoquée, le quorum n'est pas atteint, le comité syndical est à nouveau convoqué à trois jours (ouvrés) au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement, sans condition de quorum.

#### **IX-V POUVOIR**

Un délégué empêché d'assister à une séance peut donner pouvoir, par écrit signé, à un autre délégué de son choix. Un même délégué ne peut détenir qu'un seul pouvoir.

Néanmoins, la suppléance est prioritaire par rapport au pouvoir qui serait octroyé par un délégué titulaire absent. Ainsi, le pouvoir n'est valable que si le délégué titulaire et le délégué suppléant sont tous les deux absents ou empêchés.

#### **IX-VI DUREE DU MANDAT**

Les membres des organes du Syndicat sont nommés pour la durée des mandats de l'assemblée qui les a désignés sans préjudice des dispositions ci-après.

Après le renouvellement général des conseils, les collectivités membres du Syndicat désignent à nouveau les délégués appelés à siéger au sein du comité Syndical à l'occasion d'une réunion formelle d'installation.

Les nouveaux délégués sont convoqués par le président sortant, au plus tard le vendredi de la quatrième semaine qui suit l'élection des présidents des EPCI membres du Syndicat mixte.

Le mandat des délégués sortants se proroge de plein droit jusqu'au renouvellement des instances susvisées.

### **Article X. BUREAU SYNDICAL**

Le comité syndical désigne parmi ses membres, et après chaque renouvellement, un bureau composé d'un président, de vice-présidents (dont le nombre est fixé par le comité syndical conformément aux règles en vigueur) et éventuellement d'un ou plusieurs autres membres.

Le nombre de vice-présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 %, arrondi à l'entier supérieur, de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents.

L'organe délibérant peut, à la majorité des deux tiers, fixer un nombre de vice-présidents supérieur à celui qui résulte de l'application des deuxièmes et troisièmes alinéas de l'article L.5211-10 du CGCT, sans pouvoir dépasser 30 % de son propre effectif (6 vice-présidents) et le nombre de quinze. Dans ce cas, le deuxième et troisième alinéas de l'article L.5211-12 du CGCT sont applicables.

Le nombre de membres sera défini par délibération du comité syndical. Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que le comité syndical.

Les élections et la périodicité de renouvellement du bureau sont définies par les dispositions du CGCT.

Le comité syndical peut déléguer au bureau et au Président les pouvoirs d'administration et de gestion par une délégation spéciale ou permanente dans les limites permises par le CGCT, notamment son article L.5211-10.

Chaque membre du bureau est détenteur d'une seule voix.

Les règles du quorum sont identiques à celles du comité syndical.

## Article XI. COMMISSIONS

Le comité syndical peut, à tout moment, créer des commissions consultatives permanentes ou temporaires. Leur nombre, leur composition, leur objet et leur fonctionnement sont fixés par délibération du comité syndical et éventuellement par le règlement intérieur.

## Article XII. ATTRIBUTIONS DU COMITE SYNDICAL

Le comité syndical règle par ses délibérations les affaires relevant de l'objet du syndicat. Il se réunit au moins 2 fois par an, sur convocation de son président. Les séances sont publiques.

En séance ordinaire, le comité syndical ne peut délibérer que sur des questions nommément inscrites à l'ordre du jour.

Au besoin, pourront être invités à participer aux débats du comité syndical, à titre consultatif, tout organisme et/ou personne qualifiée concernée par les thématiques abordées ou susceptibles d'apporter son conseil ou son expertise aux membres présents.

Le secrétaire tient procès-verbal des séances. Les délibérations sont consignées sur un registre et accompagnées de la liste d'émargement des votants.

Afin de préciser les modalités de son fonctionnement, le syndicat mixte se dote d'un règlement intérieur.

Le comité syndical assure notamment :

- Le vote du budget et des participations des adhérents ;
- L'approbation du compte administratif ;
- Les décisions concernant l'adhésion et le retrait des membres ;
- L'approbation du règlement intérieur et des modifications statutaires.

Il peut déléguer une partie de ses compétences collégialement au bureau ou individuellement au président, dans le cadre de l'article L.5211-10 du CGCT.

## Article XIII. ATTRIBUTIONS DU BUREAU SYNDICAL

Le bureau est un lieu de préparation des décisions du comité syndical. Il assure la gestion et l'administration du syndicat en fonction des délégations qu'il a reçues par délibération du comité syndical, à l'exception de/d' :

- Élire le président et les membres du bureau ;
- Adopter le règlement intérieur du syndicat ;
- Approuver les nouveaux membres ;
- Voter le budget et l'approbation du compte administratif ;
- Fixer et appeler les contributions financières des membres ;
- Décider la création d'emplois ;
- Décider des modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat ;
- Faire adhérer le syndicat à un autre syndicat mixte ou à un établissement public.

Au besoin, pourront être invités à participer aux débats du bureau, à titre consultatif, tout organisme et/ou personne qualifiée concernée par les thématiques abordées ou susceptibles d'apporter son conseil ou son expertise aux membres présents.

## Article XIV. ATTRIBUTIONS DU PRESIDENT

Le président est l'organe exécutif du syndicat, chef de services que le syndicat crée, et à ce titre :

- convoque aux séances du comité et du bureau syndical ;
- dirige les débats et contrôle les votes ;
- prépare le budget ;
- prépare et exécute les délibérations du comité syndical ;
- est chargé, sous le contrôle du comité syndical, de la gestion des biens du syndicat ;
- ordonnance les dépenses et prescrit l'exécution des recettes du syndicat ;
- accepte les dons et legs ;
- est seul chargé de l'administration mais peut déléguer par décision du comité syndical, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux membres du bureau ;
- peut par délégation du comité syndical, être chargé du règlement de certaines affaires à l'exception des attributions fixées à l'article L.5211-10 du CGCT ;
- rend compte à la plus proche réunion du comité syndical des décisions intervenues dans le cadre de ses délégations ;
- représente le syndicat en justice.

Il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents ou, en cas d'empêchement ou d'absence de ces derniers, à d'autres membres du bureau.

Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au directeur ou à la personne qui en fait office.

Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

Le président est élu parmi les délégués au scrutin secret majoritaire à trois tours.

## Article XV. ATTRIBUTIONS DES VICE-PRESIDENTS

Les vice-présidents remplacent, dans l'ordre de nomination, le président en cas d'absence ou d'empêchement.

Les vice-présidents sont élus parmi les délégués au scrutin secret majoritaire à trois tours.

## Article XVI. BUDGET

Le syndicat mixte du bassin de la Seudre pourvoit sur son budget aux dépenses de fonctionnement et d'investissement nécessaires à l'exercice des compétences correspondant à son objet.

Les ressources non affectées perçues par le syndicat mixte permettent à celui-ci de pourvoir au financement des charges de ses services fonctionnels.

Les recettes du budget du syndicat mixte comprennent celles prévues à l'article L.5212-19 du CGCT, notamment :

- la contribution des membres adhérents au syndicat mixte ;
- le revenu des biens, meubles ou immeubles, du syndicat ;
- les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers en échange d'un service rendu ;
- le produit des taxes, redevances et tarifs correspondant aux services assurés par le syndicat mixte ;
- les subventions obtenues ;
- les produits des dons et legs ;
- le produit des emprunts ;
- le fond de compensation de la TVA ;
- et d'une manière générale, toute autre ressource autorisée par les lois et règlements en vigueur, présents et à venir.

Copies du budget et des comptes du syndicat mixte sont adressées, chaque année, aux membres adhérents.



## **Article XVII. REPARTITION DES CHARGES INHERENTES AUX COMPETENCES DU SYNDICAT**

La ventilation entre les charges affectables et non affectables sera validée chaque année lors du vote du budget et du compte administratif.

Les charges relatives aux compétences seront solidairement supportées par les membres du syndicat. Toutes les charges constituant les dépenses d'administration générale seront réparties de manière identique entre les membres du syndicat.

Les modalités de répartition entre les membres seront détaillées dans le règlement intérieur du syndicat.

## **Article XVIII. AUTRES CONDITIONS FINANCIERES**

Tout mécanisme financier qui n'aurait pas été prévu par les présents statuts et le règlement intérieur du syndicat, fait l'objet de décisions du comité syndical dans les conditions prévues par les textes en vigueur et sous réserve de ne pas être en contradiction avec les présents statuts.

## **Article XIX. COMPTABILITE**

Les règles de la comptabilité publique sont applicables au syndicat mixte.

Les fonctions de comptable public du syndicat mixte sont exercées par le comptable de la Trésorerie de Royan.

## **Article XX. MODIFICATIONS DES STATUTS**

Le syndicat peut à tout moment étendre ou restreindre son objet sur des domaines présentant une utilité pour les membres.

L'extension de l'objet du syndicat et plus largement toute modification statutaire hors adhésion ou retrait peuvent être proposées à l'initiative du comité syndical ou de l'un de ses membres.

L'extension ou la réduction de l'objet du syndicat est soumise au respect de l'article L.5211-17 et L.5211-20 du CGCT et à l'adoption d'un arrêté préfectoral.

## **Article XXI. ADHESION ET RETRAIT D'UN MEMBRE**

Toute adhésion nouvelle ou tout retrait devront faire l'objet des procédures prévues à cet effet par les articles L.5211-18 et L.5211-19 du CGCT respectivement.

## **Article XXII. REGLEMENT INTERIEUR**

Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, le syndicat se dotera d'un règlement intérieur dans les six mois qui suivront son installation.

## **Article XXIII. AUTRES DISPOSITIONS**

Pour toute disposition non évoquée dans les présents statuts, les articles L.5711-1 et suivants du code général des collectivités territoriales ainsi que les dispositions auxquelles ils renvoient sont applicables.

## Article XXIV. DISPOSITIONS FINALES

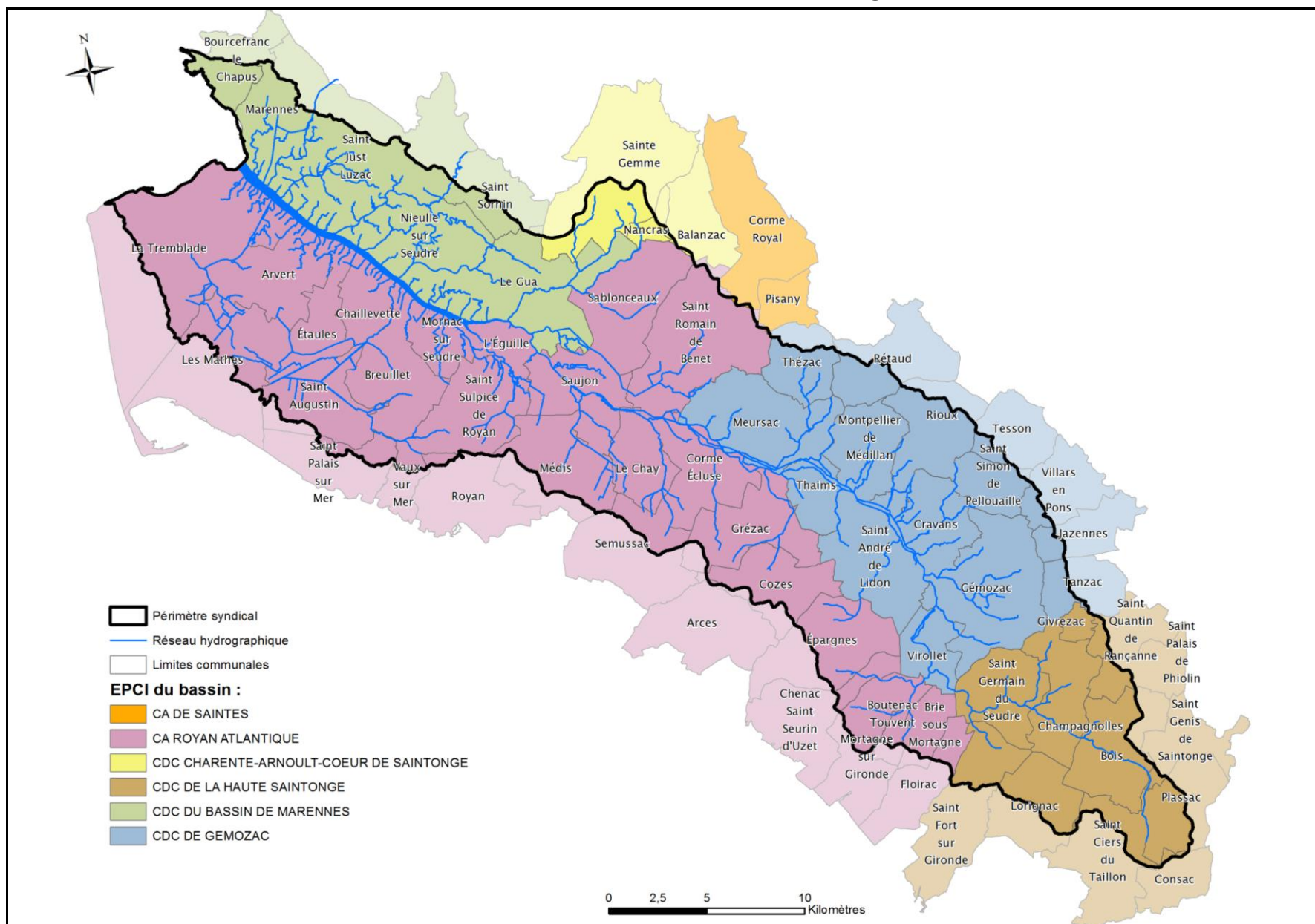
Pour tous ce qui n'est pas explicitement prévu dans les présents statuts, il sera fait application des dispositions prévues par le CGCT

Le président du syndicat mixte du bassin de la Seudre




Pascal FERCHAUD .....

## ANNEXE I – PERIMETRE D'INTERVENTION



## ANNEXE II – OUVRAGES HYDRAULIQUES GERES AU TITRE DE LA GEMA

Amont	Nom ouvrage	Coordonnées géographiques (Lambert 93)		Commune
		X	Y	
	Vanne de « La Romade »	418 061.6	6 492 675.2	BOIS
	Vanne du Pont de Jagoine	417 425.3	6 493 144.6	BOIS
	Vanne de « Chez Gendron »	416 413.7	6 494 004.5	BOIS
	Vanne de « Chez Marchand »	415 462.9	6 494 473.7	CHAMPAGNOLLES
	Batardeaux de « Le Seudre »	415 051.6	6 494 845.2	CHAMPAGNOLLES
	Vanne de « Baracot »	414 713.7	6 495 681.3	CHAMPAGNOLLES
	Clapet de « Chadeniers »	409 824.3	6 502 764.8	GEMOZAC
	Clapet du « Moulin du Port »	408 728.7	6 505 547.8	CRAVANS SAINT-ANDRE-DE-LIDON
	Clapet de « Chez Viguiard » (ou Mouroux)	406 572.1	6 508 653.6	MONTPELLIER-DE-MEDILLAN THAIMS
	Clapet de Graves	404 306.4	6 510 728.0	MEURSAC
	Vanne de Graves	404 289.4	6 510 754.1	MEURSAC
	Clapet des « Châtelards »	402 940.5	6 510 460.9	MEURSAC
	Clapet de « Chanteloube » (ou de « Saint-Trival »)	401 077.8	6 511 710.5	MEURSAC
	Clapet de « Charloteau »	400 305.5	6 512 132.0	CORME-ECLUSE
	Seuils de la Papeterie	398 852.5	6 513 500.9	MEURSAC
		398 844.7	6 513 509.4	
		398 811.5	6 513 527.0	
	Seuils de « Beaunant »	398 272.0	6 513 736.1	CORME-ECLUSE
		398 266.2	6 513 740.1	
		398 244.6	6 513 754.7	
	Clapet de « Trois Doux »	397 579.5	6 514 093.9	SAINT-ROMAIN-DE-BENET
Aval				